



Être bien entouré, ça change tout !

AUDIT & COMMISSARIAT AUX COMPTES

ALTONEO AUDIT

15 rue des Bordagers Changé - CS 92107 - 53063 LAVAL Cedex 9

Tél. 02 43 53 81 61

Capital de 260 665 € - 499 885 333 RCS LAVAL

N° TVA intracommunautaire : FR 24 499 885 333

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES DE LA MAYENNE

26 Rue des Docteurs Calmette et Guérin - BP 1009
53010 - LAVAL CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

**UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
DE LA MAYENNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Union Départementale des Associations Familiales de la Mayenne** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons été conduits à :

- vérifier la comptabilisation des notifications des subventions applicables au titre de l'exercice,
- nous assurer que les subventions affectées étaient utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard,
- nous assurer, à la clôture de l'exercice, que les ressources non utilisées dans leur intégralité faisaient l'objet d'une comptabilisation en excédent à utiliser sur l'exercice suivant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement



Être bien entouré, ça change tout !

détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Laval, le 6 mai 2024


Le Commissaire aux comptes,

ALTONEO AUDIT

DocuSigned by:


3456A227403B403...
David COCHERY

Associé

<div>altoneo ACTIF Être bien entouré, ça change tout !</div>		Arrêté au 31/12/2023			31/12/2022
		Durée 12 mois			12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement		46 076,97	-6 565,97	39 511,00	41 814,85
Donations temporaires d'usufruits					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs		66 241,78	-63 602,24	2 639,54	477,46
Autres Immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations Corporelles					
Terrains		116 237,62	-10 061,41	106 176,21	107 510,00
Constructions		1 111 480,21	-732 847,26	378 632,95	410 462,31
Autres immobilisations corporelles		433 923,28	-267 240,18	166 683,10	61 583,85
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations Financières					
Autres titres Immobilisés		102 611,00		102 611,00	111 627,00
Autres		3 919,88		3 919,88	4 299,88
TOTAL I		1 880 490,74	-1 080 317,06	800 173,68	737 775,35
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
TOTAL II					
Actif Circulant					
Stocks et en cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Avances et acomptes versés sur commandes		1 122,00		1 122,00	59,50
Créances					
Créances redevables usagers et comptes rattachés		51 548,24		51 548,24	57 661,55
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		194 692,92		194 692,92	139 641,43
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement		917 020,68		917 020,68	907 042,84
Instruments de trésorerie					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités					
Disponibilités		1 110 748,67		1 110 748,67	755 078,10
Charges constatées d'avance					
Charges constatées d'avance		24 740,11		24 740,11	15 755,94
TOTAL III		2 299 872,62		2 299 872,62	1 875 239,36
Frais d'émission des emprunts					
Frais d'émission des emprunts					
TOTAL IV					
Prime de remboursement des emprunts					
Primes de remboursement des emprunts					
TOTAL V					
Ecart de conversion Actif					
Ecart de conversion Actif					
TOTAL VI					
TOTAL GENERAL		4 180 363,36	-1 080 317,06	3 100 046,30	2 613 014,71

Arrêté au 31/12/2023		31/12/2022
Durée 12 mois		12 mois
être bien entouré, ça change tout !		
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	7 101,16	7 101,16
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	77 293,25	77 293,25
Réserves pour projet de l'entité	1 089 514,45	1 010 115,55
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	228 622,86	228 622,86
Report à nouveau		
Report à nouveau	137 671,47	107 079,53
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	100 139,30	120 435,93
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	309 624,59	109 990,84
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales		
Situation nette (sous-total)		
Situation nette (sous-total)	1 621 204,92	1 311 580,33
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Subventions d'investissement	100 603,09	103 556,81
Provisions réglementées		
Provisions réglementées	10 951,75	21 216,56
TOTAL I	1 732 759,76	1 436 353,70
Fonds reportés et dédié:		
Fonds reportés liés aux legs et donation		
Fonds reportés liés aux legs et donation		
Fonds dédiés		
Fonds dédiés	56 976,07	59 789,30
TOTAL II	56 976,07	59 789,30
Comptes de Liaison		
Comptes de Liaison		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour risques	408 505,04	419 353,97
Provisions pour charges		
Provisions pour charges	1 785,60	1 395,00
TOTAL IV	410 290,64	420 748,97
Dettes		
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de créd		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	95 228,71	47 577,45
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses	1 765,95	1 889,78
Avances et acomptes sur commandes		
Avances et acomptes sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	160 070,45	74 982,46
Dettes des legs ou donations		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes fiscales et sociales	501 754,14	468 102,69
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		
Autres dettes (d'exploitation)		
Autres dettes (d'exploitation)	141 200,58	103 570,36
Instruments de trésorerie		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	900 019,83	696 122,74
Ecarts de conversion Passif		
Ecarts de conversion Passif		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL		
	3 100 046,30	2 613 014,71



Être bien entouré, ça change tout !	Arrêté au :		31/12/2023		31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation								
Cotisations								
Ventes de biens								
-dont ventes de biens en nature								
Ventes de services	718 094,68	23,06	693 973,81	24,16	24 120,87	3,48		
-dont parrainages								
Ventes de biens et services	718 094,68	23,06	693 973,81	24,16	24 120,87	3,48		
Concours publics et subvt ^e exploitation	3 114 295,47	100,00	2 873 000,30	100,00	241 295,17	8,40		
Subventions d'exploitation	502 511,11	16,14	492 707,01	17,15	9 804,10	1,99		
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible								
. Dons manuels			200,00	0,01	-200,00	-100,00		
. Mécénats								
. Legs, donations et assurances-vie								
Ressources liées à la générosité du public			200,00	0,01	-200,00	-100,00		
Contributions financières	5 061,90	0,16	4 462,76	0,16	599,14	13,43		
Produits de tiers financeurs	3 621 868,48	116,30	3 370 370,07	117,31	251 498,41	7,46		
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	52 116,23	1,67	222 978,48	7,76	-170 862,25	-76,63		
Utilisations des fonds dédiés	2 813,23	0,09	29 826,73	1,04	-27 013,50	-90,57		
Autres produits	171,76	0,01	596,17	0,02	-424,41	-71,19		
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	4 395 064,38	141,13	4 317 745,26	150,29	77 319,12	1,79		
Charges d'exploitation								
Achats de marchandises								
Variation de stocks								
Autres achats et charges externes	490 963,84	15,76	609 721,10	21,22	-118 757,26	-19,48		
Impôts, taxes et versements assimilés	281 530,62	9,04	271 477,69	9,45	10 052,93	3,70		
Salaires et traitements	2 340 964,25	75,17	2 317 154,03	80,65	23 810,22	1,03		
Charges sociales	834 449,21	26,79	836 157,17	29,10	-1 707,96	-0,20		
Dotations aux amortissements	93 328,23	3,00	99 582,96	3,47	-6 254,73	-6,28		
Autres charges	58 090,46	1,87	2 074,31	0,07	56 016,15	2 700,47		
Dotations aux provisions	69 691,56	2,24	2 246,51	0,08	67 445,05	3 002,21		
Report en fonds dédiés			5 000,00	0,17	-5 000,00	-100,00		
Aides financières	19 065,78	0,61	18 209,13	0,63	856,65	4,70		
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	4 188 083,95	134,48	4 161 622,90	144,85	26 461,05	0,64		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	206 980,43	6,65	156 122,36	5,43	50 858,07	32,58		
Produits financiers								
Produits financiers de participations								
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	11 914,83	0,38	16 680,52	0,58	-4 765,69	-28,57		
Autres intérêts et produits assimilés	5 586,54	0,18	564,56	0,02	5 021,98	889,54		
Reprises/provisions et transfert de char								
Différences positives de change								
Produits net/cession des V.M.P								
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	17 501,37	0,56	17 245,08	0,60	256,29	1,49		
Charges financières								
Dotations amort., dépréciations et provisions	16 495,20	0,53			16 495,20			
Intérêts et charges assimilées	1 184,29	0,04	167,11	0,01	1 017,18	608,69		
Différences négatives de change								
Charges nettes/cessions des V.M.P.								
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	17 679,49	0,57	167,11	0,01	17 512,38			
RESULTATS FINANCIERS	-178,12	-0,01	17 077,97	0,59	-17 256,09	-101,04		
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	206 802,31	6,64	173 200,33	6,03	33 601,98	19,40		
Produits exceptionnels								
Sur opération de gestion	47 015,50	1,51	6 025,44	0,21	40 990,06	680,28		
Sur opération en capital	17 355,72	0,56	2 953,72	0,10	14 402,00	487,59		
Reprises/provisions et transfert de char	90 264,81	2,90	110 264,81	3,84	-20 000,00	-18,14		
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	154 636,03	4,97	119 243,97	4,15	35 392,06	29,68		
Charges exceptionnelles								
Sur opération de gestion	2 543,80	0,08	73 651,27	2,56	-71 107,47	-96,55		
Sur opération en capital	5 000,00	0,16	27 102,19	0,94	-22 102,19	-81,55		
Dotation aux amortissements et aux prov.	41 414,95	1,33	80 000,00	2,78	-38 585,05	-48,23		
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	48 958,75	1,57	180 753,46	6,29	-131 794,71	-72,91		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	105 677,28	3,39	-61 509,49	-2,14	167 186,77	-271,81		
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII								
Participation des salariés								
Impôts sur les bénéfices	2 855,00	0,09	1 700,00	0,06	1 155,00	67,94		
TOTAL VIII	2 855,00	0,09	1 700,00	0,06	1 155,00	67,94		
PRODUITS	4 567 201,78	146,65	4 454 234,31	155,04	112 967,47	2,54		



Être bien entouré, ça change tout !		Arrêté au :		31/12/2023		31/12/2022		Variation	
		Montant		%		Montant		%	
CHARGES		4 257 577,19		136,71		4 344 243,47		151,21	
Total XI									
Eng.à réaliser sur ressources affectés						5 000,00		0,17	
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs								-5 000,00	
TOTAL XI						5 000,00		0,17	
EXCÉDENT OU DÉFICIT		309 624,59		9,94		104 990,84		3,65	
								204 633,75	
								194,91	



Être bien entouré, ça change tout !	Arrêté au :	31/12/2023	31/12/2022	Variation
	Montant	%	Montant	%
			Montant	%

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat	87 085,92	2,80	50 667,57	1,76	36 418,35	71,88
CONTRIBUTIONS PRODUITS	87 085,92	2,80	50 667,57	1,76	36 418,35	71,88
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	87 085,92	2,80	50 667,57	1,76	36 418,35	71,88
CONTRIBUTIONS CHARGES	87 085,92	2,80	50 667,57	1,76	36 418,35	71,88



Être bien entouré, ça change tout !



Annexe des comptes clos le 31 décembre 2023

Table des matières

A - PRESENTATION :	4
B - REGLES ET METHODES COMPTABLES :	6
1) Immobilisations :	6
3) Avoirs des Majeurs Protégés :	7
4) Opérations faites pour le compte de tiers :	7
5) Informations à caractère fiscal :	7
C - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE :	7
1) Les conventions :	7
2) Résultats sous contrôle financeurs :	9
3) Litiges :	10
4) Risques :	10
D - FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE :	10
E - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :	10
1) Les agréments de l'Association	10
2) Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2022	12
3) Tableau de variation des fonds associatifs (€) :	13
4) Détail des fonds associatifs par service (€)	14
5) Tableau explicatif du report à nouveau (€) :	14
6) Tableau explicatif du résultat sous contrôle tiers financeurs (€) :	15
7) Fonds dédiés :	15
8) Indemnité de départ en retraite :	16
9) Provision pour congés payés :	16
10) Disponibilités et divers :	16
11) Produits à recevoir :	17
12) Charges à payer :	18
13) Produits constatés d'avance :	18
14) Charges constatées d'avance :	18
15) Effectif :	19
16) Etat des rémunérations des trois plus hauts cadres, dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature :	19
17) Honoraires du Commissaire aux Comptes :	19
18) Evaluation interne	19
19) Compte de résultat par service :	20
20) Proposition d'affectation du résultat 2023 par service	21
21) Engagements :	21
22) Locations mobilières :	22



Être bien entouré, ça change tout !

23) Bénévolat : contributions volontaires en nature :22

24) Concours publics23

Tableau Complémentaires :
Etat des immobilisations, amortissements, provisions, créances et dettes

<p style="text-align: center;">ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023</p>

Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 est de 3 100 046.30 Euros. Le compte de résultat de l'exercice présente un excédent de 309 624.59 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2023 par le Conseil d'Administration de l'Association. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et de résultat de l'Association.

A - PRESENTATION :

L'UDAF de la Mayenne est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'article L211-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles stipule :

« L'union Nationale et les unions départementales et locales sont constituées sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, sous réserve des dérogations résultant du présent chapitre.

Chaque Union établit ses statuts et un règlement intérieur.

Les statuts et le règlement intérieur sont soumis, pour les unions locales, à l'agrément de l'union départementale, pour les unions départementales, à l'agrément de l'Union Nationale, pour l'Union Nationale, à l'agrément du Ministre chargé de la Famille.

*L'Union Nationale et les unions départementales et les localités d'associations familiales jouissent de plein droit de la capacité juridique, **des Associations reconnues comme établissements d'utilité publique lorsqu'elles ont obtenu l'agrément prévu au troisième alinéa.***

***Elles bénéficient également des divers avantages fiscaux accordés aux établissements d'utilité publique ayant pour objet l'assistance et la bienfaisance.** Elles peuvent posséder tous biens meubles ou immeubles utiles au fonctionnement de leurs services, œuvres ou institutions. ».*

Conformément à l'article L211-7 de Code de l'Action Sociale et des Familles, les statuts de l'UDAF de la Mayenne sont agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'Association UDAF de la Mayenne jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

Objet Social (Statuts – mis à jour par AGE le 08/11/2018+ mis à jour de nouveau par l'AGE du 09/06/2022)

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

1° - Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :

« a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ; »

« b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ; »

« c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ; »

« d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal. »

2° - de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

3° - d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagères et consommatrices de biens et services) ;

4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;

5° - de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;

6° - de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;

7° - d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du code de l'action sociale et des familles.

Nature et périmètre des activités

L'UDAF de la Mayenne a pour mission de représenter et soutenir les familles mayennaises. Elle compte 114 associations adhérentes et siège au sein des instances publiques.

L'UDAF accompagne les vulnérabilités au travers de l'exercice de mesures de protection, déléguées par l'Etat ou en partenariat conventionnel départemental.

L'association offre également de nombreux services visant à accompagner les familles dans leur difficultés (médiation familiale, soutien en matière de logement, accompagnement budgétaire, échanges autour de la parentalité).

Moyens mis en œuvre

L'UDAF de la Mayenne compte 73 salariés œuvrant au service des familles, parmi lesquels des mandataires judiciaires, chargés de mission et médiatrices familiales, travailleurs sociaux de terrain ; entourés d'agents administratifs.

L'action familiale est également portée par des bénévoles investis.

Les missions de l'UDAF sont mises en œuvre grâce à des financements publics essentiellement (dotation globale de financement pour les services MJPM et MJAGBF en gestion contrôlée et subventions pour les autres services de l'association).

B - REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, et en tenant compte des hypothèses de base suivantes :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- L'indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

En raison des spécificités de l'activité et des services de l'Association (Action Familiale, Médiation Familiale, Médiation Locative, Mesures de protection et d'accompagnement), des contraintes de présentation des comptes donnent lieu à certains aménagements des méthodes comptables appliquées. Les comptes annuels sont ainsi arrêtés en tenant compte des dispositions réglementaires et avis suivants :

- Le plan comptable général
- Code de l'Action Sociale et de Familles
- Règlement ANC 2014-03 du 05/06/2014
- Règlement ANC n°2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Règlement ANC n°2019-04 du 08/11/2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

1) Immobilisations :

La méthode prospective, dite méthode simplifiée, a été adoptée par l'Association. Cette méthode ne retrace pas les immobilisations totalement amorties et n'a pas d'incidence sur les fonds propres.

Les constructions ont été éclatées en 3 composants :

- 1- Gros-œuvre : 50 % - amortissement sur 38 ans
- 2- Installations générales techniques : 20 % - amortissement sur 20 ans
- 3- Agencements : 30 % - amortissement sur 15 ans

La différence constatée entre la durée d'usage et la durée d'utilisation est comptabilisée au résultat exceptionnel. Le retraitement des actifs de l'Association génère sur l'exercice une reprise nette d'amortissement dérogatoire d'un montant de 10 265 euros.

Les règlements comptables référencés CRC 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et CRC 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs n'ont pas eu d'incidence sur les durées d'amortissements des autres immobilisations. Ces dernières sont amorties de la façon suivante :

- | | |
|------------------------------------|------------------------|
| - Logiciels : | Linéaire de 1 à 5 ans |
| - Aménagement de terrain : | Linéaire 30 ans |
| - Agencements installations : | Linéaire de 3 à 15 ans |
| - Matériel de transport : | Linéaire 5 ans |
| - Matériel informatique : | Linéaire 3 à 7 ans |
| - Matériel et mobilier de bureau : | Linéaire 3 à 10 ans |

2) Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3) Avoirs des Majeurs Protégés :

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire à son nom.

4) Opérations faites pour le compte de tiers :

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

Les opérations traitées, pour le compte de tiers, au nom de l'Association, sont inscrites selon leur nature dans les charges et les produits de l'Association.

5) Informations à caractère fiscal :

a) A l'exception de certains produits financiers, l'Association est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

b) L'UDAF de la Mayenne est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

c) Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

C - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE :

1) Les conventions :

- **Conventions d'objectifs UNAF**

L'UDAF de la Mayenne a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2022-2026 » avec l'UNAF pour les services de l'action familiale c'est-à-dire qu'elle ne concerne pas les 2 services en gestion contrôlée (Majeurs Protégés et MJAGBF)

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L.211-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les trois actions proposées par l'UDAF de la Mayenne sont les suivantes :

- Action 1 : Accompagner la structuration et le développement de lieux de soutien à la parentalité
- Action 2 : Partager la lecture
- Action 3 : Accompagnement budgétaire

Le montant du budget global alloué pour l'année 2023 s'élève à 50 190 € à percevoir du Fonds spécial.

La dotation prévisionnelle 2022-2026 est fixée à la somme de 241 765€ financée par le Fonds spécial.

- **Convention partenariale pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP)**

L'UDAF de la Mayenne a signé, en 2023, le renouvellement de la convention partenariale avec le Conseil Départemental de la Mayenne pour la mise en œuvre des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) pour une durée de 3 ans, cette convention prenant effet au 1^{er} janvier 2023.

Conditions financières :

Concernant les MASP de niveau 1 (qui consistent en un accompagnement social sans perception des prestations), et les MASP de niveau 2 totales ou partielles (qui consistent en un accompagnement social avec la perception et la gestion des prestations) :

Le Conseil départemental fixe une somme forfaitaire mensuelle de 230 € par mesure déléguée à l'UDAF de la Mayenne avec un maximum de 371 mois mesure/an soit une subvention annuelle d'un montant maximum de 85 500€.

- **Convention partenariale pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL)**

L'UDAF de la Mayenne a signé le 13 janvier 2022, une convention partenariale avec le Conseil Départemental de la Mayenne pour la mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL) destinées aux primo-locataires.

Il s'agit d'une convention triennale (2022-2024) prenant effet au 1^{er} janvier 2022.

Le coût d'un mois/mesure est fixé à 151.50€. La subvention annuelle allouée s'élève à un montant maximal de 51 000€.

- **Convention partenariale pour la mise en œuvre du dispositif d'information et de soutien aux tuteurs familiaux (ATF)**

L'UDAF de la Mayenne a signé le 30 juin 2021, une convention triennale, avec la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) de la Mayenne, visant à informer à soutenir les tuteurs familiaux

L'avenant n°3, signé le 6 novembre 2023, fixe la contribution financière de l'Administration à 28 353.75€ au titre de l'année 2023.

- **Convention partenariale pour la labellisation des points conseil budget (PCB)**

1/ L'UDAF de la Mayenne a signé le 2 août 2022, une convention, avec la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de la Mayenne, dans le cadre de la labellisation des PCB
Il s'agit d'une convention triennale (2022-2024) prenant effet au 1^{er} janvier 2022.

L'avenant n°1, signé le 14 juin 2023, fixe la contribution financière de l'Administration à 16 854€ au titre de l'année 2023.

2/ L'UDAF de la Mayenne a signé le 21 novembre 2021, une convention, avec la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de la Mayenne, dans le cadre de la labellisation des PCB Coevrons.
Il s'agit d'une convention triennale (2021-2023) prenant effet au 1^{er} janvier 2021.

L'avenant n°2, signé le 14 juin 2023, fixe la contribution financière de l'Administration à 16 854€ au titre de l'année 2023.

- **Convention d'objectifs et de financement CAF – Prestation de service Médiation familiale**

La convention de prestation de service de médiation familiale est signée annuellement avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Mayenne.
Le renouvellement au titre de l'année 2023 a été conclu en mai 2023. La CAF contribue à hauteur de 75% des frais de fonctionnement du service, déduction faite des participations familiales.

- **Convention annuelle d'objectifs Justice – Service Médiation familiale**

La convention d'objectifs du service de médiation familiale est signée annuellement avec le ministère de la Justice par le biais de la Cour d'appel d'Angers.
Un renouvellement au titre de l'année 2023 a été conclu et porte la contribution financière à 17 000€.
Suivie d'un crédit complémentaire pour 2023, pour un montant de 2 750€.

2) Résultats sous contrôle financeurs :

Les activités des services des Majeurs Protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'établissement des comptes annuels 2023, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2022 ne nous sont pas parvenus. Les résultats 2022 de ces deux services sont comptabilisés dans le compte « **report à nouveau – dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée** ».

Les résultats de ces 2 services pour 2021, affectés en « résultat sous contrôle des tiers financeurs » au 31 décembre 2022 ont été affectés conformément à la décision des autorités de tarification reçue sur l'exercice 2023, soit :

- Le résultat administratif du service MJAGBF, d'un montant de 3 112.23€, a été affecté en intégralité en compensation des déficits.
- Le résultat administratif du service MJPM, pour un montant de 170 102.36€ a été affecté, pour 75 000€, à la réserve d'investissement et 95 000€ en financement des mesures d'exploitation.

3) Litiges :

Une provision pour risques de 41 414.95 € a été constatée à la clôture de l'exercice 2023 pour faire face à un litige entre l'UDAF de la Mayenne et un majeur protégé.

4) Risques :

A l'exception de la provision constituée consécutivement au litige cité précédemment et des provisions relatives aux départs en retraite et à la médaille du travail, aucun évènement n'a nécessité la comptabilisation d'une provision pour risques au 31 décembre 2023.

D - FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE :

Aucun fait postérieur à la clôture n'est à noter.

E - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

1) Les agréments de l'Association

Agréments des services MJPM et MJAGBF :

a) Deux arrêtés en date du 17 octobre 2010 autorisent l'UDAF de la Mayenne à exercer :

- un service MJAGBF (Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial) ;
- un service MJPM (Mesure Judiciaire à la Protection des Majeurs).

La mise en œuvre de ces autorisations était subordonnée au résultat d'une visite de conformité mentionnée à l'article L.316-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 et D.313- 14 du même Code.

La visite de conformité de ces deux services s'est déroulée le 15 décembre 2010 ; Le service de protection juridique des Majeurs ainsi que le service d'aide à la gestion du budget familial sont organisés conformément aux caractéristiques de l'autorisation accordée et respectent les conditions techniques d'organisation et de fonctionnement mentionnées à l'article L.313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les validités de ces agréments ont une durée de 15 ans à compter du 17 octobre 2010.

b) Ces deux arrêtés du 17 octobre 2010 sont complétés par des arrêtés annuels fixant la liste des personnes et services habilités pour être désignés au titre des articles L.471-1 et L.471-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles en qualité de :

- Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs par les Juges des Tutelles sur la liste des

Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs pour le département de la Mayenne,

- Mandataire Judiciaire Délégué aux Prestations Familiales pour le département de la Mayenne. L'UDAF de la Mayenne est désignée en qualité de :
- Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs par les Juges des Tutelles pour exercer :

- Des mesures de protection juridique des Majeurs au titre de la Tutelle, de la Curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la Sauvegarde de Justice,
- Des mesures de protection au titre de la Tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire,
- Mandataire Judiciaire Délégué aux prestations familiales.

Agréments des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées :

L'exercice des activités du service « Logement » et des représentations auprès des instances du logement, est conditionné par l'obtention d'agréments dont les modalités de délivrance ont été fixées par décret n° 2009-1684 du 30/12/2009. Ces agréments sont devenus obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2011.

Par deux arrêtés en date du 22 décembre 2010, l'UDAF de la Mayenne a reçu deux agréments :

a) L'agrément « Ingénierie sociale, financière et technique » prévu à l'article L.365-3 du code de la construction et de l'habitation pour les activités suivantes :

- d'accueil, de conseils, d'assistance pour l'amélioration ou l'adaptation de l'habitat conduite en faveur des personnes défavorisées,
- accompagnement social des personnes pour favoriser leur accès ou leur maintien dans le logement,
- assistance des requérants dans les procédures du droit au logement opposable devant les commissions de médiation ou les tribunaux administratifs,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attributions des organismes d'habitations à loyer modéré.

b) L'agrément « Intermédiation locative et de gestion locative » prévu à l'article L.365-4 du Code de la construction et de l'habitation pour les activités suivantes :

- location de logements en vue de leur sous-location auprès d'un organisme agréé pour son activité de maîtrise d'ouvrage ou d'un organisme HLM,
- location de logements en vue de leur sous-location auprès de bailleurs autres que des organismes HLM.

Les validités de ces agréments ont une durée de 5 ans.

Par deux arrêtés en date du 18 janvier 2016, ces agréments sont reconduits pour une nouvelle période de 5 ans.

Agrément association de consommateurs :

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme des Associations de consommateurs depuis 1988. L'UDAF de la Mayenne bénéficie de cet agrément.

Agrément au titre de la formation professionnelle :

L'Association est agréée au titre de la formation professionnelle continue depuis 2005.

Agrément Education Nationale :

Par arrêté du ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 25 octobre 2017, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme « Associations éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

Agrément Régional Agence Régionale de Santé :

Par arrêté du 21 décembre 2012, l'UDAF de la Mayenne est agréée au niveau de la Région Pays de la Loire pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de 5 ans.

Cet agrément a été renouvelé en date du 22 juin 2017

2) Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2022

L'excédent de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevait globalement à 109 990.84 euros.

Ce résultat (€) est divisé en 7 services gérés par l'Association :

Services	Résultat 2022	Réserve d'investissement	Report à nouveau	Résultat sous contrôle financeurs (*)
Action familiale	45 008.94		45 008.94	
Médiation familiale	16 594.77		16 594.77	
Majeurs protégés (*)	29 771.50			29 771.50
MJAGBF (*) (**)	28 146.46			28 146.46
MASP (***)	1 184.31	1184.31		
Logement	-10 715.14		-10 715.14	
Totaux	109 990.84	1184.31	50 888.57	57 917.96

(*) Les services des Majeurs Protégés et MJAGBF sont sous contrôle de financeurs. Il appartient également à l'autorité de tarification d'affecter le résultat de ces services. A la date d'établissement des comptes annuels

2023, les examens des comptes administratifs ne nous sont pas parvenus. Dans l'attente, les résultats 2022 de ces deux services sont comptabilisés dans le compte « **report à nouveau – dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée** ».

(**) Mesure d'Aide Judiciaire à la Gestion du Budget Familial

(***) Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé

3) Tableau de variation des fonds associatifs (€) :

	Solde au 31/12/2022	Affectation du résultat	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde au 31/12/2023
Fonds associatif sans droit de reprise (1)	0				0
Fonds associatif avec droit de reprise	7 101				7 101
Réserves statutaires	77 293				77 293
Autres réserves	1 010 116	79 399			1 089 515
Report à nouveau	107 079	30 592			137 671
Excédent ou déficit de l'exercice	109 991	109 991	309 625		309 625
Situation nette	1 311 580		309 625	0	1 621 205
Subventions d'investissement (1)	103 557			2 954	100 603
Provisions réglementées (2)	21 217			10 265	10 952
Fonds Propres	1 436 354		309 625	13 219	1 732 760

(1) Le montant des subventions octroyées lors de la construction des locaux en 1994 est soldé des comptes de fonds associatifs sans droit de reprise, suite à leur suppression par le règlement ANC 2018-06. Lesdites subventions sont transférées au compte des subventions d'investissement et suivent le mécanisme de reprise associé.

(2) Le solde de la provision pour renouvellement des immobilisations au 31/12/2019 a été transféré en fonds dédiés et sort ainsi des fonds propres du passif du bilan au 31/12/2020.

4) Détail des fonds associatifs par service (€)

Détail des postes	Fonds associatifs sous « gestion contrôlée »		Fonds associatifs de la « gestion propre » de l'association			
	MJAGBF	Majeurs Protégés	Médiation Familiale	Logement	Action Familiale	MASP
Réserves statutaires					77 293	
Autres Réserves	87 973	874 335			118 629	8 577
Fonds associatifs avec droit de reprise				7 101		
Report à nouveau	-61 244	-26 373	-31 022	-79 854	299 235	36 931
Résultat exercice	51 778	187 851	7 902	6 603	43 768	11 722
Subventions d'investissement					100 603	
Provisions réglementées					10 952	
Totaux	78 507	1 088 559	-23 120	- 66 150	650 480	57 230

5) Tableau explicatif du report à nouveau (€) :

Détail des postes	Report à nouveau sous contrôle des financeurs		Report à nouveau définitivement acquis par l'association				Tous services
	MJAGBF	Majeurs Protégés	Médiation Familiale	Logement	Action Familiale	MASP	
Résultat sous contrôle des financeurs	28 146	29 772					57 918
Report à nouveau congés payés	3 644	-56 492					-52 848
Dépenses refusées par autorités	-4 124	-25 978					-30 102
Autres	-88 910	-26 325	-31 022	-79 854	299 235	36 931	162 705
Totaux	-61 244	-26 373	-31 022	-79 854	299 235	36 931	137 673
Totaux	-87 617		225 290				137 673

6) Tableau explicatif du résultat sous contrôle tiers financeurs (€) :

Détail des postes	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	MJAGBF	Majeurs Protégés	Total
Résultat sous contrôle des financeurs (compte 115000) = Résultat 2022 en attente d'affectation	28 146	29 772	57 918
Reprise des déficits d'exploitation (115190)	0	0	0
RAN prise en compte différée – Congés payés (115922)	3 644	-56 492	-52 848
Totaux	31 790	-26 720	5 070

7) Fonds dédiés :

Variation des fonds dédiés issus de	Au 31/12/2022	Reports	Utilisations		dotations	Au 31/12/2022	
			Montant Global	Dont Rembourse- ments		Montant global	Dont sans dépenses depuis 2ans
Provision bâtiment 2011	50 789		2 813			47 976	
CNR MJPM – Evaluation externe	9 000					9 000	
Fonds dédiés	59 789					56 976	

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en

« engagements à réaliser en ressources affectées » et au passif du bilan en « fonds dédiés ». Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Pour l'exercice, les mouvements des fonds dédiés sont les suivants :

- a) Dans le cadre de la réforme de l'autorité des normes comptables, les provisions pour renouvellement des immobilisations sont supprimées et doivent désormais intégrer le mécanisme des fonds dédiés.

Une provision constituée sur l'exercice 2011, pour un montant de 99 097 euros, correspondant à des travaux de rénovation futurs de l'immeuble, et initialement comptabilisée en provision pour renouvellement des immobilisations, a ainsi fait l'objet d'un reclassement en fonds dédiés.

A la clôture, 47 976€ restent comptabilisés en fonds dédiés.

- b) L'association a bénéficié, au titre de l'exercice 2021, d'un crédit non reconductible (CNR) de 4 000€

pour financer l'évaluation externe, puis d'un CNR de 5 000€ en 2022, non utilisé au 31/12/22.

8) Indemnité de départ en retraite :

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'Association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Le montant des engagements « Retraite » pour l'exercice a été calculé d'après la convention collective de 1966, applicable au sein de l'Association depuis le 1^{er} janvier 2003, en remplacement de la convention de 1971. Pour calculer le montant des engagements, les hypothèses suivantes sont retenues :

Base : salariés présents au 31 décembre 2022 ayant au minimum une année d'ancienneté dans l'Association.

Age de départ en retraite : 62 ans

Montant de l'indemnité à l'âge de départ en retraite :

- a. Un mois de salaire, si le salarié totalise au moins 10 ans d'ancienneté au service de la même entreprise
- b. Trois mois de salaire, si le salarié totalise au moins 15 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention
- c. Six mois de salaire, si le salarié totalise au moins 25 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention.

Engagement d'indemnité de départ en retraite : Par simplification, étalement de l'indemnité sur le nombre d'années restant à courir jusqu'à 62 ans.

Départ en retraite : A l'initiative du salarié

Probabilité : Taux de rotation et moyenne d'espérance de vie selon la table TV88/90

Taux de charges sociales et fiscales : 44%

Taux d'actualisation : 3.17%

Les indemnités acquises, selon les hypothèses retenues, pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 367 090 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2023.

9) Provision pour congés payés :

La provision pour congés payés est comptabilisée dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le montant de la provision, charges sociales comprises, s'élève à 263 150 euros.

La variation comptabilisée sur l'exercice 2023 représente un produit de 10 634 euros.

10) Disponibilités et divers :

Trésorerie propre :

Le montant de la Trésorerie de l'Association s'élève à 2 008 017 € dont 52 151 € d'intérêts courus à recevoir.

Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les coûts des frais accessoires relatifs à l'acquisition de ces valeurs mobilières de placement n'ont pas été intégrés.

Comptes gérés des tiers :

Les comptes techniques MJAGBF et MP sont intégrés dans le bilan au 31 décembre 2023. Ils représentent un montant de 17 619 euros à cette date.

Pour les comptes individuels des personnes protégées, le montant des comptes gérés par l'UDAF 53 représente une somme globale de 68.4 millions d'euros.

11) Produits à recevoir :

Financeurs	Action Familiale	Médiation Familiale	MJPM	MJAGBF	MASP	Logement	Montants (€)
Conseil Départemental						5 000	5000
MSA		8 137					8 137
CAF		30 010					30 010
OPCO							
FRAIS DE GESTION			36 407				36 407
Montants (€)		38 147	36 407			5 000	79 554

12) Charges à payer :

Charges à payer	Montants (€)
Dettes fournisseurs, factures non parvenues :	24 266
- Honoraires Commissaire aux Comptes	15 690
- Affranchissement	3 960
- Téléphonie	5
- Electricité et gaz	1 108
- Eau	355
- Location photocopieurs	718
- Cotisation UNAF, Gesto	1 419
- Entretien et réparations	327
- Assurance lgt et véhicules	389
- Frais bancaires	297
Dettes fiscales et sociales :	270 525
- Provision Congés à payer	183 039
- Charges sociales sur provision congés à payer	57 050
- Charges fiscales sur provision congés à payer	23 061
Personnel, autres charges à payer	7 375
Total	282 378

13) Produits constatés d'avance :

Produits constatés d'avance	Montants (€)
Produits constatés d'avance :	0
-	
Total	0

14) Charges constatées d'avance :

Charges constatées d'avance	Montants (€)
Charges constatées d'avance :	
- Charges d'exploitation liées à la séparation des exercices	24 740
Total	24 740

15) Effectif :

L'effectif de l'Association employé à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2023 est de 70.58 ETP répartis selon le tableau suivant :

Personnel	Nombre ETP
Encadrement	8.11
Administratifs et généraux	33.67
Mandataires	28.80
Total	70.58

16) Etat des rémunérations des trois plus hauts cadres, dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature :

Personnes concernées	Montant
Administrateurs / Bénévoles	<p>Les trois plus hauts bénévoles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Présidente de l'association, - Le Vice-Président <p>Les bénévoles de l'Association ne perçoivent aucune rémunération et aucun avantage en nature.</p>
Cadres dirigeants	<p>L'effectif des cadres dirigeants de l'Association est composé d'un cadre (le Directeur). Les cadres dirigeants dépendent hiérarchiquement des trois plus hauts bénévoles de l'Association.</p> <p>La rémunération du directeur est indiquée dans le rapport spécial du commissaire aux comptes.</p>

17) Honoraires du Commissaire aux Comptes :

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes, comptabilisé en charge de l'exercice s'élève à 15 014 euros. Ce montant se décompose comme suit :

Honoraires comptabilisés	Montants
Au titre du contrôle légal des comptes	15 014 €
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L.822-11 du Code de commerce	0 €

18) Evaluation interne et externe

Une évaluation interne a été réalisée en 2020 conformément à la législation attachée aux établissements médico-sociaux qui prévoit qu'elle soit réalisée tous les 5 ans.

En 2023, le mode d'évaluation a été modifié : dorénavant elle est réalisée, tous les 5 ans, par un cabinet externe.

19) Compte de résultat par service :

Informations sectorielles des résultats comptables par service, au titre de l'exercice 2023 :

	Résultat sous contrôle		Résultat sous gestion propre				
Détail des postes	MJAGBF	Majeurs Protégés	Médiation Familiale	Logement	Action Familiale	MASP	UDAF 53
Produits d'exploitation	422 491	3 171 522	135 538	165 731	419 593	80 190	4 395 064
Charges d'exploitation	382 644	3 058 074	128 472	162 901	385 134	70 859	4 188 084
Résultat d'exploitation	39 847	113 448	7 066	2 830	34 459	9 331	206 980
Produits financiers	17	137	6	3	17 335	3	17 501
Charges financières	108	826	38	23	16 665	20	17 679
Résultat financier	-91	-689	-32	-20	670	-17	-178
Produits exceptionnels	12 519	120 282	3 593	3 890	11 858	2495	154 636
Charges exceptionnelles	498	45 190	2 724	97	364	86	48 959
Résultat exceptionnel	12 021	75 092	869	3 793	11 494	2 409	105 677
IS	0	0	0	0	2 855	0	2 855
Résultat	51 777	187 851	7 903	6 603	43 768	11 723	309 625
Résultat	239 628		69 997				309 625

20) Proposition d'affectation du résultat 2023 par service

Services			Majeurs protégés (1)	MJAGBF (1)	MASP	Action Familiale	Logement	Médiation Familiale
RESULTAT COMPTABLE			187 851	51 778	11 722	43 768	6 603	7 902
Résultats antérieurs à affecter (réduction de charge d'exploitation + mesures d'exploitation – RAN Débitaire)								
Reprise de la réserve de compensation des déficits								
Reprise sur les excédents affectés à la compensation charges d'amortissement								
Dépenses inopposables (amortissements excédentaires / variation congés payés / autres)			+13 101	-1 795				
RESULTAT ADMINISTRATIF A AFFECTER			200 952	49 983	11 722	43 768	6 603	7 902
PROPOSITIONS D' AFFECTATION	Affectation en réserves	Excédent affecté à l'investissement	121 000	15 000	5 500			
		Excédent affecté à la couverture BFR	65 000	9 600				
		Compensation des déficits	14 952	25 383				
		Compensation charges d'amortissement						
	Affectation en report à nouveau	Excédent réduction charges d'exploitation						
		Excédent financement mesures exploitation						
		Report à nouveau déficitaire						
		Report à nouveau excédentaire			6 222	43 768	6603	7 902

(1) Résultat sous contrôle de tiers financeurs

21) Engagements :

Engagements financiers :

Engagements donnés : Néant

Engagements reçus : Néant

22) Locations mobilières :

Le montant des locations mobilières restant à payer au 31 décembre 2023 s'élève à 21 720 euros dont :

- a. A un an au plus : 8 973 euros
- b. A plus d'un an et mois de 5 ans : 12 747 euros
- c. A plus de 5 ans : 0 euro

23) Bénévolat : contributions volontaires en nature :

Dans le fonctionnement de son activité, l'UDAF 53 s'appuie, pour mener certaines de ses actions, sur les compétences de bénévoles. Les contributions volontaires des bénévoles sont un élément essentiel de la spécificité de l'UDAF 53.

En raison de la complexité des représentations dans les instances, il n'est pas possible de considérer des équivalences de rémunérations issues de la convention collective. En effet, Il s'agirait de tenir compte de la valeur du service rendu et de la notoriété et de la compétence du bénévole.

Néanmoins, conformément à la réforme de l'Autorité des Normes Comptables (règlements ANC 2018-06), les contributions volontaires des bénévoles, dont bénéficie l'Association, sont comptabilisées dans les comptes annuels (comptes 86 et 87), mais n'impactent pas le résultat comptable. Le temps consacré au bénévolat, déclaré par les bénévoles, est valorisé sur la base du SMIC horaire au 31 décembre 2021.

Type d'action	Nombre d'heures des bénévoles	Valorisation des contributions (€) (*)
Représentations dans les instances	3 094	51 251
Dispositif Lire et Faire Lire	2 164	35 835
TOTAL	5 258	87 086

(*) Valorisation sur la base du smic horaire (11.52 euros au 31/12/2023), charges sociales et fiscales comprises au taux moyen de 43.80%.

Pas de don en nature effectué par des bénévoles sur l'exercice 2023.

24) Concours publics

- Subventions**

Les subventions comptabilisées en 2023 sont uniquement des subventions d'exploitation et de fonctionnement.

Les subventions d'exploitation ou de fonctionnement accordées sur plusieurs exercices sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution dans la convention, ou à défaut au prorata temporis.

Financeurs	Action Familiale	Médiation Familiale	Logement	Montants (€)
Fonds Spécial UNAF	240 848			240 848
Conseil Départemental	9 425	5 000	45 715	60 140
Mairies	9 948			9 948
Etat	64 618			64 618
CAF		94 735		94 735
MSA	585	11 238		11 823
Justice		19 750		19 750
UNAF	574			574
Privés	76			76
Totaux	326 074	130 723	45 715	502 512

- Dotation Globale de financement et tarification**

Financeurs	MJAGBF	Majeurs Protégés	Tutelles mineurs et mesures Ad'hoc	MASP	Montants
CAF	414 365				414 365
MSA	6 310				6 310
ETAT		2 685 539			2 685 539
Conseil Départemental		8 081	28 241	77 510	113 832
Justice			21 000		21 000
Totaux	420 675	2 693 620	49 241	77 510	3 241 046

Immobilisations

31  Action Familiale Action Familiale

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement	46 076.97		
Autres postes d' immobilisations incorporelles	63 531.44		2 710.34
Immobilisations incorporelles	109 608.41		2 710.34
Terrains	116 237.62		
Constructions sur sol propre	926 051.05		
Constructions sur sol d'autrui			
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	178 567.78		6 861.38
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Install générales, agenc. et aménag. divers			
Matériel de transport	166 699.61		85 500.00
Matériel de bureau et informatique, mobilier	187 223.09		70 050.84
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Mobilier	1 384.27		
Immobilisations corporelles	1 576 163.42		162 412.22
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation			
Autres titres immobilisés	111 627.00		
Prêts et autres immobilisations financières	1 961.66		
Immobilisations financières	113 588.66		
Total Général	1 799 360.49		165 122.56

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de			46 076.97	
Autres postes d' immobilisations incorporelles			66 241.78	
Immobilisations incorporelles			112 318.75	
Terrains			116 237.62	
Constructions sur sol propre			926 051.05	
Constructions sur sol d'autrui				
Install générales, agenc. et aménag. des constructions			185 429.16	
Installations techniques, matériel et outillage industriel:				
Install générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport		22 398.00	229 801.61	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		54 536.53	202 737.40	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Mobilier			1 384.27	
Immobilisations corporelles		76 934.53	1 661 641.11	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation				
Autres titres immobilisés		9 016.00	102 611.00	
Prêts et autres immobilisations financières			1 961.66	
Immobilisations financières		9 016.00	104 572.66	



Amortissements

311 Action Familiale/Action Familiale

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement	4 262.12	2 303.85		6 565.97
Autres postes d' immobilisations incorporelles	63 053.98	548.26		63 602.24
Immobilisations incorporelles	67 316.10	2 852.11		70 168.21
Terrains	8 727.62	1 333.78	4 931.86	10 061.41
Constructions sur sol propre	568 470.25	33 025.68		601 495.93
Construction sur sol d'autrui				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	125 686.27	5 665.06		131 351.33
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport	134 858.67	18 539.40	22 398.00	131 000.07
Matériel de bureau, informatique, mobilier	158 864.45	31 912.19	68 873.41	136 240.11
Emballages récup et divers				
Immobilisations corporelles	996 607.26	90 476.11	96 203.27	1 010 148.85
Total Général	1 063 923.36	93 328.22	96 203.27	1 080 317.06

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développeme	2 303.85				
Autres postes d' immobilisations incorporelles	548.26				
Immobilisations incorporelles	2 852.11				
Terrains	1 333.78				
Constructions sur sol propre	33 025.68				
Construction sur sol d'autrui					
Const. Inst. générales, agencements, aménagemen	5 665.06				
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres Inst. générales, agencements, aménagemen					
Matériel de transport	18 539.40				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	31 912.19				
Emballages récup et divers					
Immobilisations corporelles	90 476.11				
Total Général	93 328.22				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions



311 - Action Familiale/Action Familiale

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires	21 216.56		10 264.81	10 951.75
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Provisions réglementées	21 216.56		10 264.81	10 951.75
Provisions pour litiges	80 000.00		80 000.00	
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts	1 395.00		1 395.00	
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour chage sociales, fiscales sur congés à		1 785.60		1 785.60
Autres provisions pour risques et charges	339 353.97	78 853.88	9 702.81	408 505.04
Provisions risques et charges	420 748.97	80 639.48	91 097.81	410 290.64
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations		16 495.20		16 495.20
Provisions pour dépréciation		16 495.20		16 495.20
Total Général	441 965.53	97 134.68	101 362.62	437 737.59
Dotations et reprises d'exploitation	215 439.81		104 183.41	111 256.40
Dotations et reprises financières		16 495.20		
Dotations et reprises exceptionnelles	190 264.81		100 000.00	90 264.81
Dépréciation des titres mis en équivalence				

Créances et Dettes



Être bien entouré, ça change tout !

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 668.88	3 668.88	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	51 548.24	51 548.24	
Personnel et comptes rattachés	399.38	399.38	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 343.60	8 343.60	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts	4 154.00	4 154.00	
Etat, créances diverses			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	181 795.94	181 795.94	
Charges constatées d'avance	24 740.11	24 740.11	
Total général	274 650.15	274 650.15	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine	3 701.04	3 701.04		
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	91 527.67	91 527.67		
Emprunts et dettes financières divers	1 765.95	1 765.95		
Fournisseurs et comptes rattachés	160 070.45	160 070.45		
Personnel et comptes rattachés	234 139.27	234 139.27		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	199 101.10	199 101.10		
Etat, impôt sur les bénéfices	2 855.00	2 855.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	65 658.77	65 658.77		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres Dettes	141 200.58	141 200.58		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total général	900 019.83	900 019.83		
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice	64 012.34			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	18 052.61			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				